« Rendre à l'Alsace son beau visage » : la reconstruction des monuments historiques après 1945

The Historical Monuments Service and post - World War II reconstruction in Alsace

Denkmalschutzbehörde und der Wiederaufbau im Elsass nach dem Zweiten Weltkrieg

Nicolas Lefort

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2415>

DOI : 10.4000/alsace.2415

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2016

Pagination : 139-181

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Nicolas Lefort, « « Rendre à l'Alsace son beau visage » : la reconstruction des monuments historiques après 1945 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 142 | 2016, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2415> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2415>

« Rendre à l'Alsace son beau visage » : la reconstruction des monuments historiques après 1945

Région frontalière, annexée de fait au III^e Reich de 1940 à 1944, l'Alsace est très fortement touchée par les combats, les bombardements et les destructions volontaires de la Seconde Guerre mondiale, bien plus qu'elle ne l'avait été pendant la Grande Guerre où les dégâts s'étaient concentrés principalement dans le sud du Haut-Rhin. Parmi les édifices sinistrés que l'on recense après la Libération, on compte de nombreux monuments historiques, définis par la loi française du 31 décembre 1913 comme « les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public ». Après guerre, c'est au service des monuments historiques qu'incombe la responsabilité de les restaurer pour « rendre à l'Alsace son beau visage modelé par l'histoire¹ ». Son action dans le cadre de la reconstruction a été étudiée au plan national par Patrice Gourbin dont la thèse a été publiée en 2008². Par contre, elle restait en grande partie à analyser à l'échelle des deux départements du Rhin³.

Rajeuni et réorganisé en 1945, le service des monuments historiques bénéficie de l'expérience acquise depuis sa création en 1830, notamment celle des années de la Grande Reconstruction après la Première Guerre mondiale. Il dispose de nouveaux moyens légaux mais doit composer avec des crédits insuffisants et avec les services locaux du puissant ministère

1. Bertrand MONNET, « Le service des monuments historiques depuis la Libération », *Saisons d'Alsace*, n° 35, été 1970, p. 285.

2. Patrice GOURBIN, *Les monuments historiques de 1940 à 1959, Administration, architecture, urbanisme*, Presses universitaires de Rennes, 2008 (Art & société), 286 p. Voir notre compte-rendu paru dans la *Revue d'Alsace*, n° 134, 2008, p. 474-477. Voir également : Patrice GOURBIN, « Le service des monuments historiques, acteur de la construction en France, 1940-1950 », in Nicholas BULLOCK et Luc VERPOEST (dir.), *Living with History, 1914-1964, La reconstruction eu Europe après la Première et la Seconde Guerre mondiale et le rôle de la conservation des monuments historiques*, Presses universitaires de Louvain, 2011, p. 87-103.

3. Pour un premier rapport d'étape : Nicolas LEFORT, « La deuxième reconstruction d'après-guerre en Alsace » (chapitre 16), in *Patrimoine régional, administration nationale, La conservation des monuments historiques en Alsace de 1914 à 1964*, thèse de doctorat en histoire, Université de Strasbourg, 2013, vol. 2, p. 843-903.

de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) qui a été créé dès 1944 pour relever les ruines de la France. Il cherche d'abord à sauver un maximum d'édifices et à maintenir l'aspect traditionnel des quartiers anciens et des villages pittoresques qui forment le cadre architectural et urbain des monuments. Sa principale mission est ensuite de rendre aux édifices anciens leur beauté et leur solidité tout en préservant leur authenticité. Les nombreux travaux de restauration, dirigés par l'architecte en chef Bertrand Monnet (1910-1989), posent des problèmes d'ordre administratif, économique et technique. Ils soulèvent aussi des questions de doctrine sur le plan archéologique, historique et esthétique. Ils revêtent enfin des enjeux politiques et symboliques, nationaux et locaux. Chaque cas étant particulier, les réponses apportées varient entre la reconstruction à l'identique, la restauration d'une unité de style, la reconstruction des parties détruites dans un style contemporain et la dérestauration des parties transformées au XIX^e siècle.

Des dommages sans précédent

En 1945, l'Alsace compte environ 900 édifices protégés au titre des monuments historiques, dont 252 sont classés et les autres inscrits à l'inventaire supplémentaire. Il s'agit principalement d'églises romanes et gothiques, de ruines de châteaux-forts des Vosges et de restes de fortifications urbaines du Moyen Âge, de maisons à oriel de la Renaissance, de maisons à colombage et d'hôtels particuliers des XVII^e et XVIII^e siècles français. Aucun bâtiment du XIX^e siècle ne figure dans la liste⁴.

Malgré les nombreuses mesures de protection prises par le service des monuments historiques en 1939-1940⁵, ce riche patrimoine alsacien est très fortement touché par la Seconde Guerre mondiale puisque 331 monuments ont été sinistrés, dont 22 sont totalement et irrémédiablement détruits, 125 endommagés assez sérieusement pour justifier l'intervention du service d'architecture des monuments historiques, et 184 ont subi des dommages légers que leurs propriétaires peuvent réparer avec l'aide des services de la reconstruction sous le contrôle de l'administration des monuments historiques. Les monuments endommagés du fait de la guerre représentent donc plus du tiers des édifices classés et inscrits en Alsace contre 10 %

4. *Ibid.*, vol. 1, p. 508-509.

5. Sur l'exemple des mesures prises à la Cathédrale de Strasbourg, voir : Nicolas LEFORT, « Comme un chantier abandonné » : la mise en défense de la cathédrale et le voyage des vitraux (1935-1955) », in Anne MISTLER (dir.), *Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg, 100 ans de travaux*, Bernardswiller, I.D. l'Édition, 2015, p. 94-103.

Fig. 1 : Détail du plan de la ville de Strasbourg en 1944. En rouge, les immeubles endommagés par les bombardements alliés (© Archives de Strasbourg, photo Stéphane Arena).

dans l'ensemble du territoire français⁶. D'après l'ancien directeur général des beaux-arts Paul Léon (1874-1962), les départements du Bas-Rhin (170 monuments endommagés) et du Haut-Rhin (150 monuments touchés), sont les plus sinistrés après celui du Calvados en Normandie (331 monuments détériorés)⁷.

Ces destructions ont des causes multiples. Le cantonnement des troupes françaises durant la « drôle de guerre » a provoqué la destruction accidentelle, par l'incendie, des châteaux de Reichshoffen et d'Odratzheim. Les combats de mai-juin 1940 ont fait de lourds dégâts dans certaines communes proches du Rhin comme Marckolsheim et Lauterbourg, mais aussi dans le village de Wihr-au-Val détruit volontairement par les Allemands. Après l'armistice du 22 juin 1940 et l'annexion de fait de l'Alsace au III^e Reich, les nazis démolissent les monuments commémoratifs

6. Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (MAP), 80/29/1. Bertrand MONNET, « Les dommages de guerre dans les monuments historiques alsaciens », avril 1949. Voir également : Nicolas LEFORT, « Les monuments historiques d'Alsace endommagés par la guerre de 1939-1945 », in *Atlas historique d'Alsace*, Université de Haute-Alsace, CRESAT, 2014 [en ligne] <http://www.atlas.historique.alsace.uha.fr/epoque-contemporaine/ec-alsace-politique-et-administrative/plonearticle.2014-07-17.8442880546/> [consulté le 15 juillet 2016].

7. Paul LÉON, *La vie des monuments français, Destruction, restauration*, Paris, Picard, 1951, p. 530.

Les monuments historiques d'Alsace endommagés par la guerre 1939-1945

Auteur : N. Lefort, 2014
Source : VERRIER (Jean), *Les dommages de guerre aux édifices classés parmi les monuments historiques et inscrits à l'inventaire supplémentaire*, Paris, Société française d'archéologie, 1947, p. 29-35
Infographie : AHA, J.P. Droux

Fig. 2 : Carte des monuments historiques endommagés par la Seconde Guerre mondiale en Alsace (© Nicolas Lefort / Jean-Philippe Droux, atelier de cartographie de l'Université de Haute-Alsace, CRESAT, 2014).

français tels que les monuments Kléber (dont la statue est sauvée de justesse) et Desaix à Strasbourg, les monuments Rapp et Bruat à Colmar, ou le monument du Geisberg à Wissembourg. Les bombardements alliés de 1943 et 1944 atteignent le centre des villes de Mulhouse, et surtout de Strasbourg, où ils causent des dommages très importants dans le quartier de la Cathédrale, du Palais des Rohan, de la Maison de l'Œuvre Notre-Dame et de l'Ancienne Douane. Pas moins de 30 monuments sont touchés dans cette ville (fig. 1).

D'octobre 1944 à février 1945, les combats pour la Libération de l'Alsace sont acharnés en raison de la résistance que les troupes allemandes opposent aux Alliés dans la « Poche de Colmar ». Dans le vignoble, les villages pittoresques de Bennwihr, Mittelwihr, Ostheim et Guémar sont complètement dévastés ; Ammerschwihr, Kaysersberg et Sigolsheim subissent des destructions très importantes. À Ribeauvillé, Riquewihr, Turckheim et Colmar, les dégâts sont légers. Dans la plaine, la place forte et les monuments de Neuf-Brisach sont fortement touchés. Sélestat est aussi sinistré. Dans le sud de l'Alsace, Thann et Masevaux connaissent des dommages conséquents. Certains monuments détériorés, comme la collégiale Saint-Thiébaud, la Halle aux Blés de Thann et l'église de Vieux-Thann, avaient déjà été endommagés par la Première Guerre mondiale et restaurés après 1918⁸. Dans le nord, Haguenau et Wissembourg sont également atteints par les combats de la Libération⁹. Au final, aucune partie du territoire alsacien n'a été totalement épargnée (fig. 2).

Bien que le bilan des dommages de guerre soit très lourd, le service des monuments historiques se veut rassurant. Pour l'architecte en chef Bertrand Monnet :

À l'exception de cas heureusement isolés (le Palais de Rohan et l'Ancienne Douane à Strasbourg, les églises de Sigolsheim, de Herrlisheim, de Fort-Louis et de Neuf-Brisach), on dénombre des dommages superficiellement étendus, mais pour la plupart réparables, dommages qui soulèvent pour notre service de sérieuses difficultés techniques et financières, mais qui, après restauration, n'auront compromis en définitive ni l'intérêt architectural, ni la valeur d'authenticité des monuments¹⁰.

8. Nicolas LEFORT, « La reconstruction des monuments historiques détruits par la Grande Guerre dans le Haut-Rhin », *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire* (à paraître fin 2016).

9. Maurice BETZ et Jean ROUBIER, *L'art français dans la guerre, L'Alsace*, Paris, Fayard, 1947. Lucien SITTLER, *Au cœur de l'Alsace meurtrie, Un pèlerinage à travers le vignoble sinistré au lendemain des épreuves de 1944-1945*, Colmar-Paris, Alsatia, 1945.

10. MAP, 80/29/1. Bertrand MONNET, « Les dommages de guerre dans les monuments historiques alsaciens », avril 1949.

Organisation, législation et moyens financiers des monuments historiques en Alsace

Le service des monuments historiques qui fonctionne en Alsace est réorganisé et doté de nouveaux moyens d'intervention mais il dispose de crédits très insuffisants pour faire face au défi de la reconstruction.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate en septembre 1939, l'organisation du service d'architecture des monuments historiques d'Alsace est encore héritée de la période du *Reichsland* (1871-1918) durant laquelle l'Alsace-Lorraine était rattachée à l'Empire allemand. L'inspection des monuments historiques et des édifices cultuels d'Alsace à Strasbourg est dirigée depuis 1919 par l'architecte parisien Paul Gélis (1885-1975), auteur de la reconstruction des monuments historiques détruits par la Grande Guerre dans le Haut-Rhin¹¹, secondé par l'Alsacien Charles Czarnowsky (1879-1960), un fin connaisseur de l'archéologie alsacienne. Elle dispose depuis 1899 d'Archives régionales des monuments historiques (*Denkmalarchiiv*)¹² qui sont sans équivalent dans les autres départements français et seront « indispensables pour l'étude des réparations causées par la guerre¹³ ».

Pendant l'annexion de fait de l'Alsace au III^e Reich, qui s'étend du 19 juin 1940 au 23 novembre 1944, les Allemands créent un service de *Landesdenkmalamt* dirigé par le D^r Joseph Schlippe (1885-1970). À la Libération, les services d'architecture sont restructurés aussi bien au niveau central que local. Au niveau central, Robert Danis (1879-1949), ancien directeur des services d'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine de 1919 à 1925, directeur de l'École régionale d'architecture de Strasbourg depuis sa création en 1921-1922, est nommé directeur général de l'architecture au ministère de l'Éducation nationale à Paris. Au niveau local, une éphémère, mais très active, inspection régionale des sites est confiée à l'ancien résistant Charles Hanne¹⁴. Le service des monuments historiques qui fonctionne en Alsace est rajeuni. Gélis est nommé adjoint à l'inspection générale des monuments historiques du Bas-Rhin et du Haut-Rhin jusqu'en 1947. Pour le remplacer au poste d'architecte en chef, Robert Danis choisit Bertrand Monnet (fig. 3), un jeune architecte parisien qui fera toute sa carrière en Alsace, et, à ce titre, dirigera la quasi-totalité

11. Nicolas LEFORT, « La reconstruction des monuments historiques détruits par la Grande Guerre dans le Haut-Rhin », art. cit.

12. François IGERSEIM, *L'Alsace et ses historiens, 1680-1914, La fabrique des monuments*, Strasbourg, PUS, 2006, p. 408.

13. MAP, 80/1/115. L'architecte en chef Gélis, adjoint à l'inspection générale, au ministre de l'Éducation nationale, bureau des monuments historiques, 5 novembre 1945.

14. *Journal officiel de la République française (JORF)*, *Lois et décrets*, 21 novembre 1945, p. 7734. Arrêté du 6 novembre 1945.

des travaux de restauration des monuments classés endommagés par la guerre en Alsace, tout en occupant d'autres fonctions au plan national et même européen ¹⁵.

Le service des monuments historiques d'Alsace est départementalisé en 1945. Charles Czarnowsky est maintenu en fonction pour seconder Monnet à Strasbourg. Deux jeunes architectes, anciens élèves de Danis à l'École régionale d'architecture de Strasbourg, sont nommés à la tête des nouvelles agences des monuments historiques du Bas-Rhin et du Haut-Rhin : Fernand Guri

(1908-1991) et Charles Henri Arnhold (1906-1960). Inspiré du modèle alsacien-lorrain, le décret du 21 février 1946 crée dans l'ensemble du pays des agences départementales des bâtiments de France dirigées par des architectes fonctionnaires chargés de l'entretien des monuments historiques et des bâtiments civils dans leur circonscription ¹⁶.

Fig. 3 : Portrait de l'architecte en chef des monuments historiques d'Alsace Bertrand Monnet en 1978 ; l'homme est alors proche de la retraite (collection François Monnet).

15. *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, n° 27, 1996, p. 2688. Notice par Théodore Rieger. MAP, 80/29/1. CV de Bertrand Monnet (Paris, 31 janvier 1910 - 12 juin 1989). Admis à l'École nationale supérieure des beaux-arts en 1932, architecte DPLG, diplômé d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens, plus jeune admis au concours d'architecte en chef des monuments historiques de 1941. Il est d'abord chargé des départements de Haute-Savoie, de la Loire, de Haute-Loire, de l'Ardèche, du Doubs et de l'intérim de l'École militaire à Paris (1944), puis du Territoire de Belfort (1945-1960), du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (1945-1980). Il est chargé de mission auprès du gouverneur militaire de la Zone française d'occupation en Allemagne (1946-1949), architecte du Conseil de l'Europe (1949-1950), coordinateur des constructions scolaires du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (1952-?), architecte du Mémorial national de la déportation du Struthof (1960), président de la Compagnie des architectes en chef des monuments historiques (1966-1970), adjoint à l'inspection générale des monuments historiques, membre de la commission supérieure des monuments historiques (1968-1982), architecte chargé des plans permanents de sauvegarde et de mise en valeur de Colmar (1966) et Strasbourg (1972), architecte et conservateur du haut lieu du Mont Valérien (1972-1980), architecte de l'Institution nationale des Invalides (1975-1982), professeur au Centre d'études supérieures pour l'histoire et la conservation des monuments anciens (1970-1979). Officier de la Légion d'honneur (1965), officier des Palmes académiques (1975), commandeur des Arts et des Lettres (1983), commandeur de l'Ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand (1982). Prix Tillet de la Société française d'archéologie (1948 et 1978), prix international Fritz Schumacher (1978), membre de l'Académie d'Architecture (1979).

16. Sur l'organisation du service des monuments historiques d'Alsace, voir notamment : Nicolas LEFORT, « Le service des monuments historiques d'Alsace de 1919 à 1959 », *Revue d'Alsace*, n° 131, 2005, p. 75-104.

La législation sur les monuments historiques et les sites en vigueur en Alsace et dans le reste de la France en 1939 protège efficacement les monuments pris isolément et les sites de faible importance, mais pas les abords des monuments, ni les quartiers anciens et les sites étendus. En effet, la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ne prévoit pas le classement d'ensembles. Seul le classement immeuble par immeuble permet de protéger tout un îlot ou un quartier¹⁷. La loi du 2 mai 1930 sur les monuments naturels et les sites met en place le classement et l'inscription des sites urbains de faible étendue. Elle prévoit aussi des « zones de protection » plus larges, mais la procédure étant longue et complexe, aucune n'est créée en Alsace.

Pendant que l'Alsace et la Moselle sont annexées de fait au III^e Reich, la France se dote de trois nouveaux textes qui complètent cette législation. La loi du 12 juillet 1941 décide que « la remise en état des monuments historiques endommagés par actes de guerre est assurée avec le concours financier et sous le contrôle de l'État ». Elle dispose que « l'État prend à sa charge la restauration des parties classées des immeubles endommagés appartenant aux particuliers, aux collectivités publiques ou aux établissements publics » et qu'il « pourra également prendre à sa charge la reconstruction des parties non classées s'il s'agit d'édifices culturels ». Alors que le service des monuments historiques n'est normalement pas autorisé à participer financièrement aux travaux dans les édifices inscrits¹⁸, la loi dit que l'administration des beaux-arts peut prendre en charge la réparation des dommages de guerre dans ces monuments lorsque leurs propriétaires en font la demande¹⁹.

Dans le contexte particulier de la guerre et de la reconstruction, le délai de 6 mois imparti à la procédure de classement des monuments historiques et des sites est trop court. Par conséquent, la loi du 27 août 1941 porte de 6 à 12 mois la durée de l'instance de classement, et de 2 à 4 mois le délai que les propriétaires doivent observer avant de procéder à des modifications dans les monuments et sites inscrits²⁰.

17. En 1927-1928, l'architecte en chef des monuments historiques Paul Gélis obtient le classement des six maisons à colombage qui forment l'îlot du Bain-aux-Plantes dans le quartier de la Petite France à Strasbourg.

18. Il faut attendre la loi de finances du 24 mai 1951 pour que la direction de l'architecture puisse participer financièrement aux travaux dans les monuments inscrits à l'inventaire supplémentaire dans la limite de 40 % du montant de ceux-ci.

19. MAP, 80/3/61. Loi du 12 juillet 1941 tendant à permettre la réparation des monuments historiques endommagés par actes de guerre.

20. MAP, 80/1/26. Loi du 27 août 1941 augmentant à titre temporaire certains délais fixés par les lois des 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et du 2 mai 1930 sur la protection des monuments naturels et des sites.

Pour l'ancien directeur général des beaux-arts Paul Léon, « un monument sans ambiance est un corps sans âme²¹ ». C'est pourquoi l'administration des beaux-arts se préoccupe de maintenir le cadre traditionnel des monuments. Elle profite de l'absence de contrôle parlementaire du régime de Vichy pour créer une servitude sur les « abords » des monuments historiques sans prévoir d'indemnité pour les propriétaires des immeubles situés dans ce « périmètre de protection²² ». La loi du 25 février 1943 introduit les notions de « mise en valeur » et de « champ de visibilité » des monuments historiques. Elle impose aux propriétaires des immeubles situés dans le champ de visibilité et à moins de 500 mètres d'un monument historique classé ou inscrit, de demander l'autorisation préalable de l'administration des beaux-arts avant d'entreprendre des travaux de transformation, de modification ou de construction²³.

Après la Libération, ces textes sont maintenus en vigueur mais pas directement applicables à l'Alsace et à la Moselle. Un décret du 19 avril 1947 déclare exécutoires dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les textes intervenus depuis le 10 juin 1940 pour la protection des monuments historiques et des sites²⁴.

Suivant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, la réparation des monuments historiques et des édifices culturels endommagés par la guerre est à la charge de la direction générale de l'architecture du ministère de l'Éducation nationale²⁵. Les crédits mis à la disposition du service des monuments historiques pour la réparation des dommages de guerre sont dérisoires en Alsace comme dans le reste de la France. Les besoins exprimés chaque année par les architectes sont toujours très supérieurs aux disponibilités. En 1948, le programme des travaux établi par Monnet s'élève à 180 millions de francs mais les crédits ouverts se montent à 48 millions

21. Paul LÉON, *op. cit.*, 1951, p. 351.

22. Sur la loi du 25 février 1943, voir : Pierre-Laurent FRIER, *La mise en valeur du patrimoine architectural, Les monuments historiques et leurs abords, Aspects réglementaires et jurisprudence*, Paris, Éditions du Moniteur, 1979. Caroline POULAIN, « Un exemple de la continuité de la politique du patrimoine sous le régime de Vichy : la loi sur les abords des monuments historiques », in Philippe POIRRIER et Loïc VADELORGE (dir.), *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, 2003 (Travaux et documents n°16), p. 335-349. Patrice GOURBIN, *op. cit.*, p. 68-69.

23. MAP, 80/1/26. Loi n°92 du 25 février 1943 portant modification de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.

24. JORF, *Lois et décrets*, 20 avril 1947, p. 3756. Décret n° 47-763 du 19 avril 1947 déclarant exécutoires, dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les textes intervenus depuis le 10 juin 1940 pour la protection des monuments historiques et des sites.

25. Danièle VOLDMAN, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954, Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 215. JORF, *Lois et décrets*, 29 octobre 1946, p. 9191. Loi n°46-2389 du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre.

de francs seulement. Un effort particulier a pourtant été fourni à l'occasion du tricentenaire des traités de Westphalie qui ont rattaché l'Alsace à la France. En 1951, soit six ans après la fin de la guerre, l'architecte évalue à 1,3 milliard de francs courants le montant des dommages de guerre qui restent à réparer dans les monuments historiques en Alsace²⁶. Les travaux doivent être échelonnés par « tranches », comme au Palais Rohan à Strasbourg, où l'on prévoit que cinq années seront nécessaires rien que pour terminer la restauration des salles du premier étage²⁷. Monnet estime qu'à ce rythme, « il faudra vingt ans pour effacer de nos monuments les blessures de la dernière guerre, sans parler de l'aggravation des dommages que les arrêts successifs dans les travaux ne manqueront pas d'entraîner²⁸ ». Les élus alsaciens dénoncent régulièrement l'insuffisance des crédits et cherchent en vain des solutions. Ils redoutent la comparaison avec l'Allemagne et des répercussions négatives sur l'image de la France car les touristes de passage en Alsace ne manquent pas de faire des commentaires peu élogieux²⁹. En 1979, soit 34 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les travaux qui restent à exécuter s'élèvent encore à 15,2 millions de francs courants³⁰. Ils n'ont été véritablement achevés qu'au début des années 1990 avec la restauration de la tour de croisée de la cathédrale de Strasbourg, dite « tour Klotz ».

La doctrine des monuments historiques au début de la reconstruction

La doctrine des monuments historiques a considérablement évolué depuis la création du service en 1830. Bertrand Monnet l'expose à de nombreuses reprises dans ses publications et ses cours³¹. En avril 1949, il prononce une conférence devant la Société pour la conservation des

26. MAP, 80/3/76. Réparation des édifices endommagés par faits de guerre. Tableau des opérations restant à exécuter non encore dotées au 1^{er} juillet 1951 présenté par Bertrand Monnet, architecte en chef des monuments historiques, pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

27. MAP, 81/67/79. Plan du premier étage du Palais Rohan à Strasbourg, Bertrand Monnet et Fernand Guri architectes, 25 septembre 1951.

28. MAP, 80/29/1. Conférence de Bertrand Monnet sur les dommages de guerre, avril 1949.

29. Sur ce point, voir : Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale...*, op. cit., vol. 2, p. 870-872.

30. MAP, 80/3/80. Travaux ressortissant des dommages de guerre et non réalisés au 1^{er} janvier 1979.

31. L'architecte a publié de nombreux articles dans les actes des colloques de l'ICOMOS et du *Congrès archéologique de France*, ainsi que dans les revues *Techniques et architecture*, *Les monuments historiques de la France*, *Saisons d'Alsace*, les *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire* et le *Bulletin de la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg*... Il a donné beaucoup de conférences en français, en allemand et en anglais. Un certain nombre de ces textes sont conservés dans le fonds Bertrand Monnet qui se compose de cinq volumineux cartons (MAP, 80/29/1-5).

monuments historiques d'Alsace pour expliquer au public alsacien comment elle va s'appliquer aux travaux de réparation des dommages de guerre³².

Sauf exception, « il s'agit bien moins de restaurer dans un style déterminé d'une époque déterminée, comme il était de règle pour Viollet-le-Duc et ses successeurs immédiats, que de conserver nos monuments tels que les générations successives les ont faits, en éliminant toutefois certains apports récents et fâcheux ».

Selon la célèbre définition d'Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), « restaurer un édifice, ce n'est pas l'entretenir, le réparer ou le refaire, c'est le rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné³³ », c'est lui rendre son « unité de style ». Mais à la fin du XIX^e siècle, des voix s'étaient élevées contre la restauration des monuments. Pour le critique d'art André Hallays (1859-1930), membre de la commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et Lorraine de 1919 à 1925 et de la commission (nationale) des monuments historiques, « restaurer un monument, c'est le détruire » ; « réparer un édifice ancien, c'est assurer sa solidité, sans se soucier de refaire les parties détruites par le temps ou par les hommes, c'est prolonger son existence le plus possible, mais dans l'état où les siècles nous l'ont transmis³⁴ ». À la même époque, le service des monuments historiques ne cesse d'étendre son champ d'action à un nombre croissant d'édifices et n'a plus les moyens de financer de grosses restaurations. En dehors de la période de la Grande Reconstruction qui a suivi la Première Guerre mondiale, l'intervention des architectes du service des monuments historiques se limite à « conserver » les monuments, en assurant leur entretien régulier, et non plus à les « restaurer ». Il s'agit de respecter « l'authenticité » des édifices afin de préserver « l'objet d'étude » qu'ils représentent pour les archéologues et les historiens de l'art. Dès lors, les modifications intervenues à toutes les époques doivent être conservées.

Après 1945, Bertrand Monnet souhaite toutefois « éliminer certains apports récents et fâcheux », c'est-à-dire les transformations du XVIII^e siècle et les restaurations du XIX^e siècle, en particulier toutes celles qui ont été exécutées par des architectes allemands durant la période du *Reichsland*. Depuis la Première Guerre mondiale, l'architecture est en effet perçue par les Français comme « un vecteur d'expansion et de domination³⁵ ». Le service français des monuments historiques oppose, de façon manichéenne

32. MAP, 80/29/1. Conférence de Bertrand Monnet sur les dommages de guerre, avril 1949.

33. Eugène VIOLLET-LE-DUC, « Restauration », in *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, tome 8, Paris, Bance et Morel, 1858-1870, p. 14.

34. André HALLAYS, « Restaurer un monument, c'est le détruire », *Revue alsacienne illustrée*, tome 7, 1905, p. 68.

35. Patrice GOURBIN, *op. cit.*, p. 18.

et simpliste, la méthode française de conservation des monuments à une méthode allemande de restitution et de restauration des édifices. En Alsace, il dénonce la reconstruction du château du Haut-Koenigsbourg par Bodo Ebhardt (1865-1945), la restauration de l'église Saint-Pierre-le-Jeune protestant à Strasbourg par Karl Schaefer (1844-1908), ou celle de la collégiale de Thann par le « Viollet-le-Duc alsacien », Charles Winkler (1834-1908). Mais la pénurie constante des crédits pendant l'entre-deux-guerres ne permet pas aux architectes français des monuments historiques de « dérestaurer » les monuments transformés de façon systématique ; la réparation des dommages de la Seconde Guerre mondiale leur offre cette opportunité.

Bertrand Monnet ne s'interdit pas, dans des cas exceptionnels, de rétablir « l'unité de style » d'un monument afin d'en améliorer les qualités architecturales et esthétiques. Dans ses conférences, il a d'ailleurs tendance à défendre l'œuvre de restauration de Viollet-le-Duc, rappelant que la situation catastrophique des monuments français ainsi que l'état des connaissances archéologiques et des techniques au milieu du XIX^e siècle expliquent certaines « erreurs » commises par l'architecte restaurateur.

L'architecte considère « qu'un monument historique n'est pas une pièce de musée mais un élément vivant de la cité ». Chaque édifice est « vivant par le rôle pour lequel il a été construit et qu'il continue généralement de jouer ». Un monument historique doit être affecté à un usage précis pour être conservé, car un bâtiment sans affectation est voué à l'abandon et à la ruine. Pour Monnet, il faut accepter l'idée que l'utilisation d'un monument puisse imposer certaines transformations ou adaptations. Par ailleurs, le monument est « vivant par son facteur déterminant sur l'urbanisme » et ne peut être pensé sans son environnement bâti. L'architecte rend hommage, de façon convenue, à l'action de ses confrères du MRU qui « s'emploient à maintenir le cadre, l'échelle et le caractère des monuments anciens et de leurs abords ». On verra qu'en réalité, les relations avec les services de la reconstruction sont souvent difficiles et que le service des monuments historiques peine à imposer sa vision de la ville et de l'architecture.

Pour finir, Monnet rappelle que « s'il doit maintenir le témoignage du passé », le monument ancien « ne doit pas être un obstacle au progrès » et que « les plus beaux monuments historiques ont été aussi, à leur heure, révolutionnaires ». Dans les monuments historiques partiellement ou totalement détruits, Il veut éviter à tout prix le « pastiche » et, au contraire, favoriser la création et l'insertion d'une architecture résolument contemporaine mais de qualité. C'est également valable pour le mobilier, les objets d'art et les vitraux des églises. Beaucoup datent du XIX^e siècle et Monnet les juge « très médiocres ». Il souhaite donc qu'ils soient remplacés par des œuvres contemporaines et que les chantiers de la reconstruction soient « des foyers d'art, d'art vivant, de l'art français de [son] temps ».

La reconstruction des monuments historiques endommagés du fait de la guerre répond ainsi à une certaine « philosophie », terme que Monnet préfère à celui de doctrine. À chaque cas particulier doit correspondre une solution particulière, et Bertrand Monnet s'interdit « tout préjugé » en la matière. Selon lui, la restauration des monuments est « affaire de tact, de goût et de sagesse ». La sensibilité et le talent de l'architecte en chef sont déterminants.

Les mesures provisoires et les premières difficultés

Après la libération totale de l'Alsace, le plus urgent est de débayer, de consolider et de mettre hors d'eau les monuments sinistrés. Dès son arrivée dans la région en mars 1945, Bertrand Monnet communique aux préfectures et au MRU la liste des monuments historiques protégés et insiste auprès de ces administrations pour être averti avant toute intervention dans les monuments anciens non protégés. Il fait coller des affiches sur les édifices intéressants endommagés pour éviter les destructions inopportunes. Il met en place des équipes spéciales de déblaiement à Strasbourg, ainsi qu'à Kaysersberg, Ammerschwihr et Sigolsheim, mais aussi à Neuf-Brisach, Thann et Colmar. Lorsque les monuments sont réparables, ces équipes ont pour instruction de « conserver tous les fragments, même calcinés, susceptibles de réemploi, de moulage ou de copie ». Quand les constructions sont totalement ruinées, elles doivent « rassembler tous les fragments présentant quelque valeur en vue de la construction d'un musée local³⁶ ».

Le village d'Ammerschwihr, qui était un des plus pittoresques du vignoble alsacien, est presque complètement ruiné : 329 maisons ont été touchées, dont 182 entièrement détruites³⁷. Bertrand Monnet et l'architecte des monuments historiques du Haut-Rhin Charles Henri Arnhold créent un dépôt lapidaire dans l'église Saint-Martin. Ils organisent le déblaiement des ruines de façon à identifier et conserver tous les fragments d'architecture intéressants tels que les arcs de portes cochères, les encadrements profilés ou sculptés de portes et fenêtres, les corbeaux, les colonnes et chapiteaux, les armoiries sculptées ou datées, les grilles en fer forgé et ferrements. Mais l'entreprise mandatée par les services de la reconstruction est payée à l'ouvrage et veut aller vite : elle détruit à l'explosif et au marteau piqueur le seul quartier encore debout et utilise les gravats pour remblayer un

36. MAP, 81/68/1. L'architecte en chef Bertrand Monnet au directeur du service de la reconstruction à Colmar, 10 mars 1945.

37. Francis LICHTLÉ, *Et elle renaît de ses cendres... La reconstruction d'Ammerschwihr, 1945-1961*, Riquewihr, J. D. Reber, 2005, p. 13.

Fig. 4 : Les ruines du village d'Ammerschwihr en 1945. Les moellons sont stockés en tas pour être réemployés, les rails permettent d'évacuer les gravats dans des wagonnets tractés par une petite locomotive à vapeur (Francis LICHTLÉ, *Et elle renaît de ses cendres... La reconstruction d'Ammerschwihr, 1945-1961*, Riquewihr, J. D. Reber, 2005, p. 8).

terrain à la sortie du village³⁸ (fig. 4). À partir de ce moment, le service des monuments historiques limite son intervention à la restauration des quelques édifices classés et inscrits³⁹ tandis que la reconstruction du village est confiée à l'architecte-urbaniste Charles-Gustave Stoskopf (1907-2004).

Le service des monuments historiques s'inquiète également du devenir de la place forte de Neuf-Brisach, construite par Vauban, dont les nombreux monuments étaient déjà « hors de proportion avec les besoins de la ville » et les bâtiments militaires « abandonnés en partie ». Pour l'adjoint à l'inspection générale Paul Gélis, il ne paraît pas possible de réduire l'importance des monuments étant donné « qu'ils font partie du plan d'ensemble de la place forte », ni les laisser à l'état de ruines puisque « leur intérêt résidait surtout dans leur silhouette générale ». En outre, « la ville très fortement éprouvée, paraît morte ». Il est nécessaire « de lui redonner une activité nouvelle par l'envoi d'une garnison ou la création d'une industrie ». De l'aveu même

38. MAP, 80/3/68. Rapport sur les incidents survenus au début des travaux de déblaiement à Ammerschwihr, 23 août 1945.

39. MAP, 81/68/1. Procès-verbal de la conférence tenue le 26 janvier 1946 en vue de l'examen des questions relatives à la protection d'immeubles endommagés par la guerre à Strasbourg et Ammerschwihr.

de l'architecte, le problème dépasse largement le champ d'intervention du service des monuments historiques. Dans l'attente de réponses à ces questions, les arases des murs des monuments détruits sont protégées pour préserver l'avenir⁴⁰.

Les infractions du MRU à la réglementation sur les monuments historiques se multiplient en Alsace. Les services de la reconstruction démolissent de nombreux immeubles facilement réparables, prétextant que leur maintien constituerait un danger pour la sécurité publique. Ils réparent ou modifient des monuments protégés sans autorisation. Fin 1945-début 1946, les interventions du directeur général de l'architecture Robert Danis et des conférences entre les services intéressés permettent de remettre les choses dans l'ordre⁴¹.

Le service des monuments historiques poursuit sa mission de sauvetage. Il effectue des travaux de consolidation provisoire de tous les monuments qui menacent de s'effondrer. À Wissembourg, les bombes ont détruit une grande partie du collatéral nord de l'église protestante Saint-Jean. Les grandes arcades et le mur nord de la nef ne sont plus soutenus. Bertrand Monnet établit un puissant étau en rondins de bois reposant sur un sol en béton pour répartir les charges sur une large assiette afin de maintenir l'édifice en attendant sa restauration définitive⁴². L'architecte installe des couvertures provisoires en carton bitumé, en tôle ondulée ou en tuiles mécaniques pour mettre hors d'eau les monuments dont la toiture a été détruite et éviter ainsi des dégâts plus importants. Les baies sont fermées par des planches ou du verre blanc. Ces installations provisoires vont parfois rester en place pendant de longues années et donc nécessiter des réparations ou un remplacement qui exaspèrent la population et les élus locaux toujours dans l'attente d'une restauration définitive. Il en est de même pour les coûteux échafaudages, dont les Alsaciens disent parfois qu'ils vont « prendre racine »⁴³.

Les travaux de consolidation et de mise hors d'eau provisoire occupent l'essentiel du temps de Bertrand Monnet de 1945 à 1949. Pendant toute cette période, l'architecte travaille d'arrache-pied et multiplie les devis

40. MAP, 81/68/1. L'architecte en chef Gélis, adjoint à l'inspection générale, au ministre de l'Éducation nationale, bureau des monuments historiques, 12 juillet 1945.

41. MAP, 81/68/1. Procès-verbal de la conférence tenue le 25 janvier 1946 en vue de l'examen des questions relatives à la protection d'immeubles endommagés par la guerre à Strasbourg et Ammerschwihr.

42. MAP, 81/67/83. Rapport Monnet du 25 septembre 1946. MAP, 81/67/84. Rapport Monnet du 10 mars 1950.

43. MAP, 81/68/1. Conseil général du Haut-Rhin, quatrième session extraordinaire de l'année 1949, première séance des commissions réunies du 26 octobre 1949, audition de l'inspecteur général Prieur. L'expression est du maire de Colmar, conseiller général du Haut-Rhin, Joseph Rey (1899-1990).

à destination de l'administration centrale. Faute de crédits, les projets restent en attente pendant de longs mois, voire des années⁴⁴. L'architecte accepte très mal les critiques qui lui sont adressées et l'incompréhension face à la « lenteur » du service des monuments historiques par rapport à la rapidité et l'efficacité des services de la reconstruction⁴⁵. Le problème n'est pas seulement financier car les travaux de restauration nécessitent de longues études préalables, des matériaux de qualité et une main d'œuvre spécialisée difficiles à trouver.

Le cas des vitraux est caractéristique. Les verrières anciennes des églises d'Alsace et de la Cathédrale de Strasbourg avaient été déposées en septembre 1939, mises en caisse et évacuées à l'abri dans le sud-ouest de la France avant d'être rapatriées en octobre 1940 par l'occupant allemand puis à nouveau « mises à l'abri » dans la mine de sel de Heilbronn (Bade-Wurtemberg) en 1944. Après 1945, la population ne comprend pas pourquoi elles ne sont pas remises en place immédiatement. Bertrand Monnet explique qu'elles nécessitent une étude méticuleuse et une restauration complète car la plupart des vitraux de bordure ont été brisés et de nombreux plombs cassés. Les entreprises spécialisées sont peu nombreuses et le travail avance lentement. La repose des vitraux ne peut avoir lieu qu'après restauration complète de l'édifice⁴⁶. Or, les travaux de restauration définitive ne commencent pour la plupart qu'en 1950 et se poursuivent tout au long des années 1960 et 1970...

La sauvegarde du Vieux Strasbourg

Dans le centre-ville sinistré de Strasbourg, le service des monuments historiques se préoccupe de sauvegarder les ensembles pittoresques et de maintenir le cadre architectural de la Cathédrale.

Un grand nombre de couvertures d'immeubles de la vieille ville ont été soufflées ou endommagées. Le maire Charles Frey (1888-1955) demande « à ce que des tuiles de modèle ancien soient employées à l'exclusion de tout autre matériau » car « l'emploi de matériaux bon marché, et de tuiles mécaniques de tons vifs porterait atteinte irrémédiablement à un ensemble admiré du monde entier⁴⁷ ». Mais les entreprises qui proposent des tuiles plates faites à la main sont devenues extrêmement rares. Le service des

44. Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale...*, op. cit., vol. 2, p. 779-781.

45. *Ibid.*, p. 868-870.

46. *Ibid.*, p. 872-873.

47. MAP, 81/68/1. L'architecte en chef Gélis, adjoint à l'inspection générale au directeur général de l'architecture, 28 février 1945.

Fig. 5 : Le quartier de la Cathédrale de Strasbourg après les bombardements de 1944 vu depuis la rue Gutenberg. Au premier plan à droite, l'immeuble Streitguth, 11 place Gutenberg. Au centre, les ruines de la Quincaillerie centrale, 1-3 place Gutenberg, laissent apparaître les immeubles endommagés de la rue du Fossé-des-Tailleurs (Christian LAMBOLEY, 40-45, *Strasbourg bombardé*, Strasbourg, Contades, 1988, p. 52).

monuments historiques récupère ou rachète ces tuiles sur des chantiers de démolition de la région. Deux cas de figure se présentent :

Lorsqu'il s'agit de refaire une couverture dans un site urbain entièrement reconstruit, on utilise la tuile plate neuve faite à la main, laissant au temps le soin de lui donner une patine naturelle.

Par contre, lorsque les dommages sont limités, lorsque l'édifice est particulièrement en vue, ou lorsqu'il s'élève au milieu des maisons anciennes, nous demandons aux entreprises d'exécuter les réparations de couverture exclusivement au moyen de tuiles anciennes⁴⁸.

48. Bertrand MONNET, « Monuments historiques alsaciens, Dommages de guerre », *Techniques et architecture*, n° 3-4, 1949, p. 45.

Fig. 6 a et b : Plan du quartier de l'Ancienne Douane à la place Gutenberg à Strasbourg : état en 1945 et projet de reconstruction par François Herrenschmidt (*Jeune Alsace*, n° 13, 7 octobre 1945).

En cas d'utilisation de tuiles neuves, on peut également projeter du sable pour en accélérer la patine.

Le quartier situé entre l'Ancienne Douane et la place Gutenberg, de part et d'autre de la rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, est en partie détruit (fig. 5). En octobre 1945, le jeune architecte strasbourgeois François Herrenschmidt (1906-1992), professeur à l'École régionale d'architecture de Strasbourg à partir de 1946, propose, par voie de presse, de profiter des destructions pour aérer et assainir le quartier. Il projette : 1° de ne pas restaurer l'Ancienne Douane pour aménager un théâtre de verdure dans les ruines ; 2° de ne pas reconstruire les immeubles entre la rue de l'Étal et la rue du Vieux-Marché-aux-Poissons pour aménager un parking automobile ; 3° d'ouvrir une place rectangulaire de la rue des Tonneliers à la rue du Vieil-Hôpital, à hauteur de l'actuelle place des Tripiers, pour y installer le marché auparavant tenu à l'Ancienne Douane ; et 4° de ne pas reconstruire les immeubles détruits ou endommagés situés entre la rue Mercière, la rue du Fossé-des-Tailleurs, la rue des Hallebardes et la place Gutenberg afin d'agrandir celle-ci et de dégager en partie la vue sur la Cathédrale⁴⁹ (fig. 6a et b).

49. François HERRENSCHMIDT, « Si j'avais à reconstruire Strasbourg », *Jeune Alsace*, n° 13, 7 octobre 1945, n.p.

Le service des monuments historiques est fermement opposé à la plupart des propositions de François Herrens Schmidt « en raison de la proximité de la Cathédrale et du pittoresque de tout ce quartier très visité par les touristes ». Il souhaite « que les immeubles intéressants, endommagés, soient reconstruits dans leur état ancien et que le quartier soit aménagé de manière à garder son volume et son ordonnance traditionnels⁵⁰ ».

Les restes de l'Ancienne Douane sont classés en raison de l'importance du bâtiment et de sa silhouette dans le paysage de Strasbourg, à l'avant-plan de la Cathédrale. La façade sur l'Ill et les toitures sont refaites plus ou moins « à l'identique ». Après 1945, il s'agit d'un cas exceptionnel de reconstruction d'un monument historique presque totalement ruiné⁵¹.

Place Gutenberg, l'immeuble Streitguth, situé entre la rue des Serruriers et la rue Gutenberg, est détruit à l'exception de ses façades (fig. 5). Pour le service des monuments historiques, « cet immeuble Empire ne présente pas un intérêt de premier ordre mais contribue à l'unité de la place Gutenberg » car il se trouve à côté du bâtiment de la Chambre de commerce ou *Neue Bau*, construit au XVI^e siècle et inscrit à l'inventaire supplémentaire depuis 1929. Il est donc décidé de maintenir les façades de l'immeuble Streitguth et de reconstruire un bâtiment moderne derrière celles-ci⁵².

De l'autre côté de la place, le vide créé par la destruction des immeubles situés de part et d'autre de l'entrée de la rue des Hallebardes casse « l'effet de choc » que produisait sur le visiteur la découverte de la façade occidentale de la Cathédrale à l'extrémité de la rue Mercière. Le service des monuments historiques ne veut pas voir renouveler les erreurs du passé qui ont conduit au dégagement de la cathédrale Notre-Dame de Paris au XIX^e siècle ou à des constructions médiocres aux abords de la cathédrale de Reims après 1918. Il décide de « fixer une ligne d'arrêt aux démolitions à la hauteur de la rue du Fossé-des-Tailleurs » en inscrivant à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques tous les immeubles anciens endommagés à l'est de celle-ci, en particulier l'immeuble du Dauphin, 8 rue du Fossé-des-Tailleurs.

50. MAP, 81/68/1. Le ministre de l'Éducation nationale au ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (signature du directeur général de l'architecture Robert Danis), 29 avril 1946.

51. Voir l'article de Cécile RIVIÈRE dans le présent volume, p. 183-206.

52. MAP, 81/68/1. Procès-verbal de la conférence tenue le 26 janvier 1946 en vue de l'examen des questions relatives à la protection d'immeubles endommagés par la guerre à Strasbourg et Ammerschwihr. On procède de la même façon pour sauver les façades du XVIII^e siècle de la maison Greiner, à l'angle de la rue de la Douane et de l'ancienne rue de l'Étal, et celle de l'ancienne Chambre de la taille et des subhastations, 2 rue du Vieux-Marché-aux-Grains, toutes deux inscrites à l'inventaire supplémentaire.

Fig. 7 : Immeubles 8 et 10 rue des Hallebardes à Strasbourg, projet de reconstruction des façades, Willy Grossmann architecte, 19 janvier 1957. Le service des monuments historiques exige le rétablissement du quatrième étage. On remarque à droite l'immeuble moderne construit par l'architecte Mario Cardosi à l'angle de la rue des Hallebardes et de la rue du Fossé-des-Tailleurs en 1955 (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/67/61. Photo Nicolas Lefort).

Le bâtiment situé à l'angle de la rue des Grande Arcades et de la rue des Hallebardes ayant été détruit par les bombardements d'août 1944, l'immeuble mitoyen, 5 rue des Hallebardes, dont les toitures, la façade sur rue et l'oriel daté 1654 sont classés depuis 1928, menace de s'effondrer et d'entraîner avec lui l'immeuble n°7, également protégé au titre des monuments historiques. Pour empêcher la destruction de ces édifices, que les services de la reconstruction appellent de leurs vœux, Bertrand Monnet décide « d'épauler » l'immeuble n°5 « par un énorme mur de soutènement⁵³ ». Il restaure l'oriel à l'identique et rétablit l'arcade sur rue qui avait été remplacée par une devanture en bois « fort laide » au XIX^e siècle⁵⁴.

53. MAP, 80/29/3. Deuxième conférence de Bertrand Monnet à Berlin, 11 décembre 1967.

54. MAP, 81/67/60. Rapport Monnet du 19 janvier 1949.

Les immeubles 8 et 10 rue des Hallebardes sont de hautes et étroites constructions. Au n° 8, l'élégante façade du XVIII^e siècle et sa toiture à la Mansart sont inscrites à l'inventaire supplémentaire depuis 1929, celles du n° 10 sont sans intérêt. Après 1945, le propriétaire des deux immeubles souhaite les relier et mettre les planchers au même niveau pour agrandir, assainir et moderniser les appartements très exigus. Son architecte, Willy Grossmann (1909-1995), redessine la façade du n° 10 sur le modèle de sa voisine pour harmoniser l'ensemble. Pour des raisons financières, le projet prévoit d'amputer la façade inscrite d'un niveau (fig. 7), mais le service des monuments historiques impose sa restauration à l'identique, donc le maintien du quatrième étage⁵⁵.

Même s'il cherche à sauver un maximum d'édifices anciens et l'aspect traditionnel de ce quartier, le service des monuments historiques n'est pas opposé à certaines améliorations. Il demande que l'entrée de la rue des Hallebardes soit élargie et que l'immeuble situé entre la place Gutenberg et l'entrée de la rue du Fossé-des-Tailleurs soit reconstruit « sur une moindre largeur » de façon à créer une placette. En effet, l'immeuble 3 rue du Fossé-des-Tailleurs a été fortement endommagé mais son oriel à trois étages, daté 1609, inscrit à l'inventaire supplémentaire depuis 1929, a été peu abîmé. Bertrand Monnet le fait soigneusement déposer afin de l'incorporer dans la façade du bâtiment d'aspect traditionnel, reconstruit 2 rue des Hallebardes et 5 rue du Fossé-des-Tailleurs, au fond de la nouvelle placette (fig. 8). L'oriel est donc déplacé et son orientation changée. La création de la petite place permet d'aérer et d'assainir le bâti, de mettre en valeur les façades intéressantes de la rue des Hallebardes et de la rue du Fossé-des-Tailleurs, et de créer une échappée vers la flèche de la Cathédrale⁵⁶.

Si le service des monuments historiques réussit à imposer des prescriptions pour la reconstruction du quartier proche de la Cathédrale, il échoue à en faire de même autour de la place Kléber.

L'immeuble Kohler à l'angle de la rue des Grandes Arcades et de la rue de l'Outre, a été endommagé par le bombardement de septembre 1944. Pour le service des monuments historiques, l'édifice « occupe une place importante dans l'ensemble de la place Kléber », où se trouve le bâtiment classé de l'Aubette, car on le voit en même temps que la flèche de la Cathédrale, et il « peut-être mentionné comme une des maisons les

55. MAP, 81/67/61. L'architecte des bâtiments de France Fernand Guri au secrétariat d'État aux Arts et aux Lettres, direction de l'architecture, service des monuments historiques, bureau des travaux et classements, 12 mars 1957.

56. MAP, 81/68/1. Le ministre de l'Éducation nationale au ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (signature du directeur général de l'architecture Robert Danis), 29 avril 1946.

Fig. 8 : Vue sur l'oriel à trois étages daté 1609 reconstruit sur la façade du nouvel immeuble 2 rue des Hallebardes et 5 rue du Fossé-des-Tailleurs à Strasbourg (*Strasbourg préservé* (1946-1976), catalogue d'exposition, Musées de la Ville de Strasbourg, 1976, p. 14).

plus intéressantes construites à Strasbourg au XVIII^e siècle⁵⁷ ». Depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1918, la conservation des édifices d'architecture classique constitue un enjeu national car ils sont les témoins de la présence séculaire de la France dans la région. Les travaux de démolition sont arrêtés, une instance de classement est ouverte et la façade

57. MAP, 81/68/1. Procès-verbal de la conférence tenue le 26 janvier 1946 en vue de l'examen des questions relatives à la protection d'immeubles endommagés par la guerre à Strasbourg et Ammerschwihr.

déposée. Mais le propriétaire possède aussi les immeubles voisins, 11 et 13 rue des Grandes Arcades et souhaite reconstruire un seul bâtiment à la place des trois édifices endommagés. Le service des monuments historiques, la municipalité de Strasbourg et le propriétaire s'orientent alors vers une solution de compromis qui prévoit « la construction d'une nouvelle façade donnant de l'unité aux trois immeubles contigus » et le réemploi des éléments provenant de la dépose du n° 15 pour former le motif central de celle-ci. Cependant, le propriétaire n'a pas les moyens financiers d'effectuer de tels travaux⁵⁸. La façade du nouvel immeuble s'inspire de l'architecture du XVIII^e siècle et s'intègre bien dans le cadre de la place Kléber mais les éléments récupérés n'y ont pas été incorporés.

En 1953, la commission des monuments historiques ne parvient pas à empêcher la construction, place de l'Homme de Fer, à l'angle nord-ouest de la place Kléber, d'une tour d'habitation de 49,5 mètres de haut, due à l'architecte Charles-Gustave Stoskopf, alors que le paysage urbain de Strasbourg était marqué jusque là uniquement par les flèches des églises et de la Cathédrale. Le quartier, fortement sinistré, avait été beaucoup transformé au XIX^e siècle, et le projet s'inscrit dans une opération d'urbanisme décidée par la municipalité de Strasbourg et les services de la reconstruction⁵⁹. Le contexte a changé depuis le sauvetage du quartier de la Cathédrale en 1945-1946, car à partir de 1950, le MRU cherche à imposer partout la modernité, abandonnant le registre traditionnel qu'il partageait auparavant avec le service des monuments historiques⁶⁰.

« Des monuments plus beaux, plus anciens et plus solides »

Selon Patrice Gourbin, la réparation des dommages de guerre a été l'occasion de rendre les monuments « plus beaux, plus anciens et plus solides⁶¹ ». En Alsace, Bertrand Monnet ne dit pas autre chose en affirmant que « les dommages de guerre, lorsqu'ils n'étaient pas trop graves, furent, pour de nombreux édifices, l'occasion de leur rendre leur beauté passée⁶² ». Quelques exemples permettent de le confirmer.

58. MAP, 81/67/60. Rapport Monnet du 24 mars 1947.

59. Sur le développement de cette affaire, voir : Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale...*, op. cit., vol. 2, p. 970-974. Isabelle BACKOUCHE, *Aménager la ville, Les centres urbains français entre conservation et rénovation (de 1943 à nos jours)*, Paris, Armand Colin, 2013 (Recherches), p. 175 et 177.

60. Patrice GOURBIN, op. cit., p. 89 sqq.

61. *Ibid.*, p. 197.

62. Bertrand MONNET, « Le service des monuments historiques depuis la Libération », art. cit., p. 286.

Fig. 9 : Ruines de l'église Saint-Louis à Neuf-Brisach, vue vers le narthex, après 1945 (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/68/21. Photo Nicolas Lefort).

À Ottmarsheim, l'église romane du XI^e siècle – un des plus anciens sanctuaires d'Alsace –, a été légèrement endommagée par la guerre. De nombreuses tuiles mécaniques qui couvraient l'octogone ont été brisées. Le service des monuments historiques profite des réparations de la partie centrale pour les remplacer par des tuiles plates jugées plus esthétiques. Les tuiles mécaniques de petit calibre sont réemployées sur les toitures en pente douce des bas-côtés, moins visibles. Les lézardes dans les maçonneries sont comblées par injection de ciment, et la coupole consolidée par un chaînage en béton armé coulé dans le vide laissé par le chaînage primitif en bois disparu. Par ailleurs, Monnet décide de supprimer la totalité des enduits extérieurs dont le détachement par plaques a révélé les maçonneries en petit appareil⁶³. Les observations effectuées par les archéologues au moment de cette restauration leur permettent de préciser les étapes de construction de l'édifice⁶⁴. La reconstruction des monuments est en effet l'occasion de faire des fouilles qui font progresser leur connaissance.

63. MAP, 81/68/26. Rapports Monnet du 15 novembre 1945, 8 mai 1950, 5 novembre 1952 et 5 juillet 1955. Jean-Philippe MEYER, « Les travaux de restauration à l'église d'Ottmarsheim de 1825 à 1959 », *Revue d'Alsace*, n° 128, 2002, p. 315-330.

64. Germain SIEFFERT, « Ottmarsheim », in *Congrès archéologique de France, 136^e session, 1978, Haute-Alsace*, Paris, Société française d'archéologie / Musée des monuments français, 1982, p. 306-309.

À Wissembourg, l'église protestante Saint-Jean a été très fortement touchée. Le bas-côté nord et ses quatre voûtes réticulées sont entièrement reconstruits à l'identique. Dans la nef, la chute de l'enduit en plâtre du plafond a révélé la présence d'un lambris du XV^e siècle que Monnet décide de restaurer⁶⁵. Dans la commune voisine d'Altenstadt, l'église romane a subi des dommages étendus mais sans gravité. Les plafonds en lattes et en plâtre de la nef et des bas-côtés sont déposés, la poutraison laissée apparente « comme il était de règle pour les édifices de cette époque dans la vallée du Rhin⁶⁶ ». L'architecte procède donc par analogie, ce qui montre qu'il maîtrise bien l'histoire architecturale de la région dans laquelle il est arrivé en 1945. Les toitures sont entièrement remaniées de manière à rétablir la couverture à double recouvrement tandis que la flèche à quatre pans est reconstruite. La réparation des dégâts est l'occasion de restituer quatre petites fenêtres hautes de la nef qui avaient été remplacées au XVIII^e ou au milieu du XIX^e siècle par de grandes ouvertures rectangulaires défigurant l'extérieur comme l'intérieur de l'édifice. Le sanctuaire retrouve ainsi un aspect authentique et esthétique. De nouveaux vitraux sont réalisés par Max Ingrand (1908-1969) pour compléter l'ensemble⁶⁷.

À Neuf-Brisach, l'église Saint-Louis a été détruite par l'incendie, il n'en reste que les murs calcinés (fig. 9). Le monument occupe une place importante au centre de la ville fortifiée, à quelques kilomètres de la frontière avec l'Allemagne. Bertrand Monnet le restaure en s'appuyant sur les relevés très précis effectués en 1939 par son prédécesseur Paul Gélis. La corniche supérieure qui était en partie en pierre de taille, en partie en briques moulurées, est refaite entièrement en pierre, jugée plus qualitative. La charpente de la nef est reconstruite en béton armé car il est difficile de trouver la quantité de bois nécessaire ; le matériau est moins onéreux, plus solide et plus résistant au feu. Ce procédé n'est pas nouveau : on avait déjà utilisé le béton armé pour reconstruire les charpentes de la cathédrale de Reims et l'ossature des maisons des places d'Arras après 1918. Par contre, les toitures sont reconstituées à l'identique : le service des monuments historiques emploie des tuiles plates de récupération pour couvrir la nef, des ardoises pour la tour-clocher. Les parements extérieurs sont recouverts, comme à l'origine, par un enduit rose foncé imitant le grès rouge qu'on imperméabilise en y ajoutant du silicone, matériau inventé juste avant la guerre⁶⁸.

65. MAP, 81/67/84. Rapports Monnet du 10 mars 1950 et 22 octobre 1954.

66. Monnet procède de la même façon dans les églises de Surbourg et de Feldbach.

67. MAP, 81/67/83. Rapports Monnet du 24 avril 1946, 19 mars 1947, 28 novembre 1949, 31 mars 1952 et 29 novembre 1954.

68. MAP, 81/68/22. Rapport Monnet du 10 décembre 1956.

Fig. 10 : Maison 8 place du Marché-aux-Cochons-de-Lait à Strasbourg avant dépose de la façade. À gauche, l'immeuble attenant qui a été pulvérisé par un obus sera reconstruit sur une moindre hauteur (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/67/63. Photo Nicolas Lefort).

Fig. 11 : Façade nord de l'aile est de la Maison de l'Œuvre Notre-Dame à Strasbourg, en cours de restauration, 1949 (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/67/65. Photo Nicolas Lefort).

À Strasbourg, la maison 8 place du Marché-aux-Cochons-de-Lait a été bouleversée par le bombardement de l'immeuble mitoyen et menace de s'effondrer, mais sa façade en pans de bois est presque intacte et peut être déposée (fig. 10). Le service des monuments historiques refuse le déclassement demandé par le propriétaire car la place constitue un des sites les plus intimes et pittoresques du Vieux Strasbourg. Les services du MRU reconstruisent l'immeuble avec une ossature en béton armé sur laquelle Monnet fixe le colombage restauré à l'identique tel un décor qui ne supporte plus aucun effort⁶⁹. Nombreux sont les exemples de ce genre où les monuments historiques assurent la restauration des façades et toitures tandis que le MRU reconstruit le reste de l'édifice.

La reconstruction est l'occasion d'expérimenter de nouvelles techniques de restauration. L'ensemble de bâtiments formant la Maison de l'Œuvre Notre-Dame a été fortement sinistré. La belle façade gothique à pignon crénelé de l'aile est, datée de 1347, est debout mais ébranlée (fig. 11). Elle fait face à la Cathédrale et voisine le Palais Rohan. L'architecte utilise

69. MAP, 81/67/63. Rapport de l'inspecteur général Lucien Prieur, 6 mars 1951.

« pour la première fois semble-t-il, [des] aiguilles de fer placées dans des forages, combinaison constituant après injection de ciment, un bloc de maçonnerie armée sans aucune modification du parement extérieur ». L'enjeu est d'éviter « les déposes suivies de remontages coûteux qui entraînent inévitablement le remplacement d'éléments authentiques. Les injections de ciment, pratiquées sous des pressions variables permettent de sauver des maçonneries qui paraissaient condamnées⁷⁰. » Le monument, dont l'intéressante charpente est restaurée à l'identique, est prêt à affronter à nouveau les aléas du temps.

Le chantier le plus important et le plus difficile est sans aucun doute celui du Palais Rohan à Strasbourg, considéré comme le « plus bel édifice de l'art français du XVIII^e siècle en Alsace ». Le monument qui accueille les collections des musées de la ville a été très gravement touché en août 1944 : sa restauration d'ensemble s'étend de 1945 à 1979⁷¹.

La reconstruction des toitures fait l'objet d'un débat. Tandis que Bertrand Monnet propose de refaire les couvertures en ardoises strictement à l'identique, telles que les constructeurs alsaciens les avaient réalisées, l'inspecteur général Jean-Pierre Paquet (1907-1975) estime que « la façon envisagée pour les ouvrages de couverture présente un caractère local très affirmé » et souhaite que l'architecte « ne perde pas de vue les attaches françaises de cette architecture et qu'il allège dans une certaine mesure quelques-unes des dispositions présentes, telles que les arêtières ou les bavettes moulurées », en bref, qu'il revienne au projet initial dessiné par Robert de Cotte en faisant abstraction de l'état effectivement réalisé⁷².

Les parties cachées, comme les planchers et charpentes, sont reconstruites en béton armé. À l'inverse, Bertrand Monnet attache une grande importance à utiliser des pierres ayant le même aspect que celles d'origine. Il prévoit « la reconstruction des murs, colonnes, pilastres, corniches, lucarnes, c'est-à-dire de tous les éléments constituant l'architecture de la cour d'honneur, réalisés suivant les endroits, soit en grès jaune du Palatinat, soit en grès rose des Vosges ». L'emploi du grès jaune n'est pourtant pas aisé car « il faut le choisir dans la gamme de tons et de grains analogues aux grès anciens. [...] La taille en est assez difficile, il y a des morceaux très délicats à réaliser, en particulier des colonnes monolithes de plus de quatre mètres de longueur, galbées et

70. Bertrand MONNET, « Monuments historiques alsaciens, Dommages de guerre », *Techniques et architecture*, n° 3-4, 1949, p. 45.

71. Sur le bilan des dommages de guerre et la chronologie de la restauration du Palais Rohan, voir : Jean-Daniel LUDMANN, *Le Palais Rohan de Strasbourg*, Strasbourg, Dernières Nouvelles-ISTRA, 1979, tome 1, p. 157-162.

72. Rapports cités par Pauline SÉMON, *La reconstruction du Palais Rohan, Une illustration de la politique patrimoniale de Strasbourg après 1945*, mémoire de master, ENSAS, 2012, p. 51-52.

portant cannelures ». L'importation depuis le Palatinat pose des difficultés administratives et ralentit le chantier⁷³.

Complètement détruite, l'aile des écuries est une des dernières parties reconstruites. Selon Bertrand Monnet, elle ne présente pas d'intérêt architectural particulier mais sa « reconstruction, suivant l'état ancien, est indispensable, du moins pour l'extérieur, afin de rétablir dans son intégrité l'aspect du Palais Rohan ». L'enveloppe extérieure est donc restaurée à l'identique dans son intégralité. Il est presque impossible de distinguer les parties authentiques de celles reconstruites. Par contre, à l'intérieur, on différencie nettement les grands appartements qui retrouvent leur splendeur d'origine, et les salles de l'aile des écuries, traitées de façon moderne⁷⁴.

La restauration exceptionnelle d'une unité de style : l'église de Sigolsheim

D'après Bertrand Monnet, « l'église de Sigolsheim représente le cas unique et extrême dans lequel, à trois reprises l'architecte s'est trouvé devant des alternatives discutables et discutées⁷⁵ » ; « le cas exceptionnel d'une restauration audacieuse dans son principe, mais aussi extrêmement prudente dans son étude et dans sa conduite⁷⁶ ». L'analyse détaillée de cet exemple permet de mieux comprendre la démarche et les choix de restauration de l'architecte.

L'église romane, construite dans le dernier quart du XII^e siècle et classée parmi les monuments historiques dès 1841, est très endommagée par les bombardements de décembre 1944 : la flèche en charpente est complètement détruite, les maçonneries de la tour éventrées et déversées, la façade occidentale et sa baie en plein cintre sont mutilées tout comme le chœur, plusieurs voûtes de la nef sont crevées, toutes les couvertures et les vitraux ont disparu. Après 1945, le service des monuments historiques doit procéder à la restauration générale de l'édifice. La reconstruction du clocher, de la baie de la façade occidentale et de l'abside pose des questions de doctrine très complexes qui nécessitent de longues études préalables.

73. *Ibid.*, p. 46-48.

74. *Ibid.*, p. 48-49.

75. MAP, 81/68/32. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au ministre d'État chargé des Affaires culturelles, direction de l'architecture, travaux et classements, 22 janvier 1960.

76. MAP, 81/68/32. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au secrétaire d'État aux Arts et Lettres, direction de l'architecture, monuments historiques, travaux et classements, 15 décembre 1956.

Avant le bombardement, le clocher était composé d'une tour de plan carré formée de deux étages aveugles et d'un troisième étage dont les quatre faces étaient percées d'une baie de style ogival, surmonté d'une très haute flèche en charpente à pans coupés de type rhénan (fig. 13a). Monnet fait déposer les deux étages supérieurs qui menaçaient de s'effondrer (fig. 13b). Il découvre de nombreux éléments d'un ancien clocher roman mêlés à la maçonnerie du clocher gothique : bases, fûts et chapiteaux de colonnettes, vousoirs d'arcatures très bien conservés⁷⁷. Son adjoint Charles Henri Arnhold retrouve dans les archives un texte relatant le pillage et l'incendie de l'église par les Armagnacs en 1446. Dès lors, une question de doctrine se pose à l'architecte en chef : doit-il restaurer le clocher authentique du XV^e siècle dont tous les éléments sont connus, ou bien reconstituer par anastylose, au nom d'une unité de style dont le principe a été depuis longtemps abandonné, l'état non moins authentique du XII^e siècle sur lequel ne subsiste aucune inconnue, exception faite du couronnement⁷⁸ ?

Pour Monnet, la flèche gothique avait « un aspect lourd et écrasant » contrastant avec les proportions plus discrètes de la nef⁷⁹. En novembre 1950, il propose de restituer le clocher roman qui doit former :

Un apport pittoresque dans le site urbain du village [...] et au site environnant, constitué de vignes et de coteaux derrière lesquels se profilent les Vosges d'où pointent les clochers des églises voisines d'Ammerschwihr, de Kientzheim et de Kaysersberg, et qui font de cet ensemble monumental un des paysages les plus exquis de l'Alsace⁸⁰.

Les éléments conservés permettent à Monnet d'affirmer avec certitude que chaque face du deuxième étage du clocher était percée de deux baies géminées soulagées par un arc de décharge. L'analogie avec d'autres édifices de la région (Murbach, Guebelschwihr...) (fig. 12) et la lecture de l'ouvrage de Rudolf Kautzsch sur l'architecture des églises romanes en Alsace⁸¹, font penser à l'architecte que le troisième étage, plus léger, comprenait deux groupes de trois baies sans arc de décharge, et qu'il était surmonté d'un toit en bâtière (fig. 13c)⁸².

À la délégation permanente de la commission supérieure des monuments historiques, le conseiller d'État, vice-président de la Ligue urbaine et rurale,

77. MAP, 81/68/32. Rapport Monnet du 22 janvier 1948.

78. Bertrand MONNET, « La restauration du clocher de l'église de Sigolsheim (Haut-Rhin) », *Les monuments historiques de la France*, nouvelle série, n°3, 1957, p. 92.

79. *Ibid.*, p. 90.

80. *Ibid.*, p. 94.

81. Rudolf KAUTZSCH, *Der romanische Kirchenbau im Elsass*, 1944. Le manuscrit de Kautzsch était conservé aux Archives régionales des monuments historiques avant d'être versé aux Archives départementales du Bas-Rhin sous la cote 178 AL 141.

82. MAP, 81/68/32. Rapport Monnet du 13 juillet 1950.

Fig. 12 : Étude comparée des clochers romans en Alsace par Bertrand Monnet, 10 novembre 1950. On compte plus de toitures en bâtière qu'en pyramide (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/68/32. Photo Nicolas Lefort).

Fig. 13a, b, c : Clocher de l'église de Sigolsheim : état à la fin du XV^e siècle, état en 1946 et restitution de l'état roman par Bertrand Monnet, 10 novembre 1950 (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/68/32. Photo Nicolas Lefort).

Henry de Ségogne (1901-1979), estime que la reconstitution envisagée est somptuaire et contestable du point de vue archéologique. L'inspecteur général Lucien Prieur (1891-1975) répond que la reconstruction de la tour gothique ne coûterait pas moins cher et que le dossier est suffisamment solide pour être exécuté. La délégation donne un avis très favorable au projet mais demande des précisions sur la stabilité du clocher, l'utilisation des éléments anciens, et de nouvelles études sur les baies du troisième étage et la couverture⁸³. En mai 1951, Bertrand Monnet présente cinq avant-projets de restauration du clocher⁸⁴. En dernier lieu, il propose de restituer deux étages identiques et de placer les éléments anciens du côté de la façade occidentale qui est la mieux visible (fig. 14). Les éléments sculptés qui n'ont pas été retrouvés sont exécutés de manière simplifiée pour permettre la lisibilité de la restauration. Les planchers et les chaînages sont réalisés en béton armé.

Un doute subsiste sur le mode de couverture. L'historien de l'art Marcel Aubert (1884-1962) souhaite une pyramide ardoisée plutôt qu'une bâtière⁸⁵. Mais Monnet a constaté que dans le Haut-Rhin, comme dans la région de Bâle et du lac de Constance, la proportion des clochers romans couverts en bâtière est beaucoup plus forte que dans le Bas-Rhin, le Palatinat et la partie nord du Pays de Bade où les clochers couverts en pyramide dominent (fig. 12). Il marque donc sa préférence pour la première solution⁸⁶. La population locale se plaignant de plus en plus vivement des lenteurs du service des monuments historiques, la commission supérieure des monuments historiques approuve son projet malgré les incertitudes⁸⁷.

Un deuxième problème concerne la remise en état de la baie qui surmonte le porche. D'une facture « extrêmement médiocre⁸⁸ », elle date des transformations exécutées par l'architecte départemental Félix Griois (1803-1840) en 1837-1838. À cette époque, la façade avait été déposée puis remontée après l'agrandissement de la nef d'une travée. La baie avait été

83. MAP, 80/17/1. Procès-verbaux de la délégation permanente de la commission supérieure des monuments historiques, séance du 9 octobre 1950.

84. Les cinq projets présentent le clocher avec : 1° deux étages d'arcatures, toit en bâtière ; 2° deux étages d'arcatures, flèche en charpente pyramidale élevée ; 3° deux étages d'arcatures, toiture pyramidale basse ; 4° un étage d'arcatures, toiture pyramidale basse ; 5° un étage d'arcatures, toit en bâtière.

85. MAP, 80/17/2. Procès-verbaux de la délégation permanente de la commission supérieure des monuments historiques, séance du 16 avril 1951.

86. MAP, 81/68/32. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au directeur de l'architecture, bureau des travaux et classements, 14 mai 1951.

87. MAP, 80/15/35. Procès-verbaux de la commission supérieure des monuments historiques, séance du 29 juin 1951.

88. Selon Bertrand Monnet, « les défauts d'aplomb des archivoltes sur les colonnettes montrent l'ignorance des constructeurs à l'égard de la modénature gothique ».

Fig. 14 : Église de Sigolsheim après restauration de l'état roman par Bertrand Monnet, carte postale, s.d. (vers 1960). L'emploi de pierres d'une teinte différente autour de la baie de la façade occidentale assure la lisibilité de la restauration (collection Nicolas Lefort).

aménagée, non pour améliorer la luminosité, mais pour mettre en place des statues en bois de Saint-Pierre et Saint-Paul, patrons de l'église. Au départ, Bertrand Monnet ne dispose d'aucun témoignage graphique sur l'état d'origine de la baie qui surmonte le porche du XII^e siècle dont le tympan constitue « un des plus beaux exemples de la sculpture alsacienne à l'époque romane ». Ses recherches⁸⁹, ses observations sur place et dans les autres églises romanes d'Alsace, des Vosges et du Pays de Bade⁹⁰ le

89. Monnet mentionne les ouvrages de Kautzsch, *Der romanische Kirchenbau im Elsass* (1944), de G. Durand, *Églises romanes des Vosges* (1913), et de Josef Hecht, *Der romanische Kirchenbau des Bodenseegebietes* (1928).

90. Monnet cite les exemples de l'église de Rosheim, de Sainte-Foy à Sélestat, d'Andlau, de Saint-Pierre-et-Saint-Paul et de Sainte-Adelphe à Neuwiller, de Saint-Léger à Guebwiller, de la Cathédrale, des églises Saint-Étienne et Saint-Thomas à Strasbourg, de l'église Saint-Grégoire à Petershausen (Suisse).

conduisent à penser qu'elle était à l'origine un oculus⁹¹. Mais le maire de Sigolsheim prépare un ouvrage sur l'histoire du village et trouve une aquarelle du peintre et architecte colmarien David Ortlieb (1797-1875), datée de 1835, donc antérieure de trois ans à la restauration de Griois, qui représente la façade occidentale avec une baie en plein cintre encadrée de moulures, sans chapiteau, ni ornements sculptés⁹². L'hypothèse de Monnet était donc fautive. Il décide finalement de restaurer la baie endommagée en restituant le plus fidèlement possible le tracé indiqué par le dessin d'Ortlieb dont il souligne « la sécheresse mais aussi le scrupule et la précision marquant souvent les dessins d'architecture »⁹³.

Il reste à restaurer le chœur, le deuxième transept et la sacristie qui sont très endommagés. Entre 1864 et 1866, l'architecte Jean-Baptiste Schacre (1808-1876) avait agrandi ces parties de l'édifice pour répondre aux besoins liturgiques de l'époque. Pour Monnet, son architecture néo-romane est « surchargée et prétentieuse ». La réparation du chœur dans son état de 1944 n'est pas souhaitable sur le plan esthétique, ni nécessaire sur le plan cultuel, car il offre peu de surface utilisable en raison de l'étroitesse de l'arc triomphal et le maître-autel n'est visible depuis la nef que par très peu de fidèles. Des fouilles, menées par Robert Will (1910-1998), permettent de retrouver les fondations d'une abside en cul-de-four qui était plus large que la nef et venait buter contre les murs est du transept. Selon Étienne Fels (1900-1970) et Hans Reinhardt (1902-1984), cette abside est antérieure au reste de l'église romane et peut dater de l'époque carolingienne. Par conséquent, Monnet reconstruit une abside très simple sur les fondations de l'abside carolingienne, ce qui a l'avantage de rendre au transept son volume primitif et de mieux dégager le clocher. Il propose, pour finir, de bâtir une nouvelle sacristie adaptée à la forme du chevet⁹⁴.

À plusieurs reprises, Bertrand Monnet s'est défendu d'avoir cherché à rendre à l'église de Sigolsheim une unité de style :

C'est la solution architecturale qui a prévalu, non par souci d'unité de style, mais par souci esthétique appuyé sur une certitude archéologique. [...] Il ne s'agit donc pas de rétablir une unité de style qui n'a jamais existé dans cet édifice, mais de lui rendre le volume exprimé par son plan⁹⁵.

91. MAP, 81/68/32. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au secrétaire d'État aux Arts et Lettres, direction de l'architecture, monuments historiques, travaux et classements, 15 décembre 1956.

92. Pierre SPARR et al., *Sigolsheim*, Colmar, Alsatia, 1958.

93. MAP, 81/68/32. L'architecte en chef Bertrand Monnet au ministre de l'Éducation nationale, direction de l'architecture, bureau des travaux et classements, 9 juillet 1958.

94. MAP, 81/68/32. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au ministre d'État chargé des Affaires culturelles, direction de l'architecture, travaux et classements, 22 janvier 1960.

95. *Idem*.

Monuments historiques et architecture contemporaine : le refus du pastiche

D'après Bertrand Monnet, la reconstruction des monuments endommagés par la Première Guerre mondiale s'était effectuée « dans un esprit de restauration intégrale ». La France considérait comme un devoir national d'effacer les traces du conflit et de rendre aux populations meurtries les monuments « tels qu'elles les avaient connus et aimés ». Après 1945, l'administration des monuments historiques n'admet plus à priori la restauration à l'identique des édifices totalement ou partiellement détruits. Cette attitude est inspirée autant « par répulsion pour le pastiche » que pour éviter les dépenses excessives en faveur d'édifices qui, même reconstruits scrupuleusement à l'identique, auraient perdu une bonne part de leur valeur documentaire et esthétique⁹⁶. Les monuments totalement ruinés sont déclassés et remplacés par des immeubles neufs. Dans les édifices partiellement détruits, les parties disparues sont souvent reconstruites dans un style contemporain. Les travaux des architectes du service des monuments historiques ne se limitent donc pas à la seule restauration mais s'étendent également à la création architecturale.

À Strasbourg, l'église du collège Saint-Étienne, classée depuis 1842, a été touchée par les bombardements de 1944. Le transept et le chœur du début du XIII^e siècle, encore construits dans le style roman, sont légèrement endommagés. La nef, transformée pendant la Révolution, a été complètement détruite. La façade occidentale surélevée au XV^e siècle subsiste sur 3 mètres de hauteur mais menace de s'effondrer. Après guerre, la restauration du chœur et du transept est assurée par le service des monuments historiques tandis que la reconstruction du reste de l'édifice est confiée à Bertrand Monnet et Fernand Guri au titre des dommages de guerre. L'église reconstruite dans l'espace contraint du collège doit pouvoir accueillir 800 élèves. Malgré l'existence de multiples gravures anciennes et de photographies, il ne saurait être question pour les architectes de restituer la nef et la façade occidentale dans leur état supposé du XIII^e siècle, ni de les reconstruire dans celui de 1944. Leur projet, résolument contemporain, prévoit de rendre à l'édifice l'unité de plan, de volume et d'aspect qu'il avait perdu pendant la Révolution. La façade occidentale est alignée sur son ancien tracé mais les bas-côtés sont reculés d'une travée de façon à dégager les cours du collège qui entourent l'édifice. Le volume de l'église primitive est rétabli, à l'exception du clocher qui n'est pas reconstruit. Les toitures conservent leur ancienne pente et sont couvertes de tuiles plates. La façade occidentale n'est pas restaurée en style roman mais reconstruite

96. Bertrand MONNET, « L'architecture contemporaine dans les monuments et ensembles historiques en France », *Monumentum*, XI-XII, 1975, n.p.

en moellons de grès rouge pour la plupart récupérés. Dans la partie haute du pignon, quelques petites ouvertures rappellent les motifs des façades du transept. À l'intérieur, l'ossature de la nef est formée par six portiques élancés et une charpente apparente en béton armé. Les plafonds rampants sont lambrissés. Les baies reçoivent un réseau de meneaux en béton armé le plus fin possible pour assurer une plus grande surface vitrée. Pour Monnet : « le parti proposé tend à résoudre dans le même sens, mais avec les moyens de notre temps, le problème que se posaient les maîtres d'œuvre du XIII^e siècle : l'évidement total du mur⁹⁷ ». Les verrières qui occupent une surface de 250 m² ont une importance considérable. Leur réalisation est confiée au maître-verrier Jacques Le Chevallier (1896-1987)⁹⁸.

La reconstruction de l'église de Rhinau pose un problème du même genre auquel des architectes extérieurs au service des monuments historiques répondent de façon très différente. Seule partie conservée de l'édifice, le chœur du début du XVI^e siècle, inscrit à l'inventaire supplémentaire en 1935, est réparé et consolidé par deux nouveaux contreforts. Francis Chiro, Ernest Kuntz et Simon Schaetzel modifient l'implantation et l'orientation de l'église qu'ils reconstruisent dans un style résolument moderne, en béton armé, avec clocher indépendant. Le nouvel édifice est séparé de l'ancien chœur auquel il est relié par un cloître constitué d'éléments légers en béton. Un projet non exécuté de nouvelle façade pour le chœur prévoyait un mur en moellons apparents, correspondant à l'ancien arc triomphal, et une grande baie en plein-cintre fermée par des vitraux, des meneaux et traverses en béton ainsi qu'une porte d'entrée⁹⁹ (fig. 15).

À Pfaffenheim, la tour qui surmontait le chœur roman classé est déposée en 1945 car jugée trop lourde et inesthétique. L'église et la population sont privées de clocher, élément identitaire de tout village. En 1973, après de longues années d'attente, Bertrand Monnet construit, à côté de la nef néo-gothique bâtie par Winkler à la fin du XIX^e siècle, une tour « d'esprit contemporain » en béton armé de 35 mètres de haut, surmontée d'un beffroi ajouré coiffé d'une bâtière couverte en tuiles plates dont la silhouette rappelle les clochers romans de la région¹⁰⁰.

97. MAP, 81/67/53. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au secrétaire d'État aux Arts et aux Lettres, 29 mars 1957.

98. MAP, 81/67/53. L'architecte en chef Bertrand Monnet, au ministre d'État chargé des Affaires culturelles, direction de l'architecture, 25 juin 1962.

99. MAP, 81/67/23. L'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet au ministre de l'Éducation nationale, direction de l'architecture, bureau des travaux et classements, 3 novembre 1954.

100. Archives départementales du Bas-Rhin, 1959 W 40. Rapport Monnet du 19 février 1971.

Fig. 15 : Projet d'aménagement des vestiges de l'ancien chœur de l'église de Rhinau, Francis Chiro, Ernest Kuntz et Simon Schaetzel architectes, version rectifiée du 12 décembre 1957 (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/67/23. Photo Nicolas Lefort).

Deux églises sinistrées, classées monuments historiques, sont abandonnées et remplacées par des édifices entièrement neufs. À Herrlisheim (Bas-Rhin), les ruines de l'église Saint-Arbogast du XVIII^e siècle sont rayées de la liste de classement en 1962 et démolies pour laisser place à un chef-d'œuvre contemporain réalisé par Bertrand Monnet et Fernand Guri en 1970¹⁰¹. En 1945, le clocher de Fort-Louis est le seul vestige de l'ancienne église de garnison construite à la fin du XVII^e siècle. Il est dynamité en 1963 sans autorisation mais n'a jamais été déclassé... Un nouveau sanctuaire est construit à son emplacement par Guri en 1964. Le service des monuments historiques et la population souhaitent au départ une restauration à l'identique de ces églises, témoins de la présence française sur le Rhin, mais ils ont été finalement contraints d'y renoncer en raison du manque de crédits¹⁰².

101. Voir l'article de Jokine WEHBÉ dans le présent volume, p. 207-228.

102. Sur les cas de Herrlisheim et Fort-Louis, voir : Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale*, op. cit., vol. 2., p. 952-959.

Fig. 16a et b : Élévation de la tour de croisée de l'église Saint-Georges de Sélestat. À gauche, projet de restitution du dôme du XVII^e siècle. À droite, la flèche du XIX^e siècle (Bertrand MONNET, « Monuments historiques alsaciens, Dommages de guerre », *Techniques et architecture*, n° 3-4, 1949, p. 44).

Le sort des transformations du XIX^e siècle : de la dérestauration à la patrimonialisation

Les travaux de réparation des dommages de guerre dans les monuments historiques d'Alsace sont l'occasion pour Bertrand Monnet de proposer la dérestauration des parties transformées ou ajoutées au XIX^e siècle, en particulier celles qui datent de la période du *Reichsland*. Selon l'architecte :

La plupart des monuments anciens de l'Alsace [ont] subi des restaurations assez brutales pendant l'annexion de 1870-1918. Ce n'est pas selon nous une raison pour que l'administration française des monuments historiques s'en désintéresse. Qu'il nous suffise d'évoquer les efforts de nos prédécesseurs pour « dégermaniser » nombre de monuments alsaciens que les archéologues allemands s'étaient évertués à défigurer pour mieux se les annexer¹⁰³.

Pour Monnet, l'architecture du XIX^e siècle en Alsace est caractérisée par une grande lourdeur.

103. MAP, 81/68/2. L'architecte en chef Bertrand Monnet au ministre de l'Éducation nationale, direction générale de l'architecture, monuments historiques, 18 décembre 1945.

À Ammerschwihr, la tour de l'église Saint-Martin, construite entre 1908 et 1912, est une « grande et lourde construction terminée par une flèche à huit pans, de type alsacien, mais sans la légèreté qui caractérise les clochers de la région ». En outre, sa charpente est mal conçue et mal exécutée. Monnet la restaure « en prévoyant une ossature plus légère et surtout plus logique¹⁰⁴ ».

À Sélestat, la tour de croisée de l'église Saint-Georges a été reconstruite au milieu du XIX^e siècle par l'architecte local Antoine Ringeisen (1811-1889) en style gothique rhénan sur le modèle des églises Saint-Arbogast de Rouffach, de Saint-Léger de Guebwiller et de nombreux édifices du Pays de Bade, du Palatinat et de la Rhénanie. En 1946, Bertrand Monnet constate que la charpente de l'ancien couvrement en forme de dôme du XVII^e siècle est presque entièrement conservée et que des documents graphiques permettent une restauration exacte de cet état authentiquement ancien (fig. 16a et b). Sur le plan esthétique, il trouve « l'ancienne flèche mieux en harmonie et en meilleur rapport de masses avec le clocher principal et avec le chœur de l'église¹⁰⁵ ». La commission des monuments historiques approuve cette solution qui ne coûte pas beaucoup plus cher qu'une restauration de l'état d'avant-guerre et le projet est exécuté.

Depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1918, la commission des monuments historiques n'a cessé de critiquer les « embellissements » réalisés dans leur église par les curés alsaciens qui en avaient encore les moyens.

Fig. 17 : Nef de l'église Saint-Martin d'Ammerschwihr, vue vers la tribune d'orgue, 1945. Les peintures des voutes, endommagées par la guerre, sont supprimées lors de la restauration de l'édifice (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, 81/68/2. Photo Nicolas Lefort).

104. MAP, 81/68/2. Rapport Monnet du 10 janvier 1948.

105. MAP, 81/67/28. Rapport Monnet du 16 octobre 1946.

Fig. 18a et b : Isométries de la Cathédrale de Strasbourg par Bertrand Monnet. À gauche, état projeté après restitution de la « mitre » gothique. À droite, état après construction de la tour néo-romane de Klotz en 1880. (d'après *Bulletin de la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg*, n°9, 1970, planches 13 et 14, infographie Julie Heitzler).

En 1933, l'église d'Ammerschwahr, déjà citée, n'avait été que partiellement inscrite à l'inventaire supplémentaire au lieu d'être classée en raison « des peintures d'un goût discutable, œuvre d'un prêtre dont le zèle n'allait peut-être pas de pair avec le talent¹⁰⁶ ». Après guerre, les travaux de restauration font disparaître ce décor néo-gothique sous un nouvel enduit (fig. 17).

À Haguenau, l'église Saint-Georges a été fortement endommagée par les combats de la Libération début 1945. La flèche qui surmonte la croisée du transept, les toitures et les maçonneries sont refaites à l'identique. Par contre, Monnet profite de la restauration de l'intérieur de l'édifice en 1950 pour supprimer l'ensemble du décor et du mobilier néo-gothique sans en faire la moindre mention dans son rapport à la commission des monuments historiques dans lequel il évoque une « restauration [...] identiquement à l'état ancien [qui] comprendra en outre la réfection générale des enduits¹⁰⁷ ».

106. MAP, 81/68/2. L'architecte en chef Bertrand Monnet au ministre de l'Éducation nationale, direction générale de l'architecture, monuments historiques, 18 décembre 1945.

107. MAP, 81/67/8. Rapport Monnet du 18 mars 1950.

Dernier exemple, la tour de croisée néo-romane de la Cathédrale de Strasbourg a été fortement endommagée par le bombardement d'août 1944 et reçoit une couverture provisoire en carton bitumé. Elle avait été construite par l'architecte de l'Œuvre Notre-Dame Gustave Klotz (1810-1880) après le bombardement de 1870 pour remplacer la tour Blondel de 1765 qui avait elle-même pris la place de la « mitre » gothique du début du XIV^e siècle après un incendie. Bertrand Monnet trouve que la tour Klotz est trop « lourde » et ne souhaite pas la restaurer. Après des recherches très poussées sur l'histoire du monument, il propose en 1967, de restituer la « mitre » du XIV^e siècle dont il juge la silhouette et la modénature bien plus légères et esthétiques (fig. 18a et b). L'ancien président du Conseil, maire de Strasbourg, Pierre Pflimlin (1907-2000), et le président de la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg, Étienne Fels, sont favorables au projet. Fait exceptionnel, la commission supérieure des monuments historiques approuve à l'unanimité la proposition de l'architecte mais ses plans restent dans les cartons car la priorité est de sauver le décor sculpté de la façade occidentale. Après le départ à la retraite de Monnet en 1982, son successeur Pierre Prunet (1926-2005) et l'architecte de l'Œuvre Notre-Dame Jean-Richard Haeusser (1937-) rouvrent le dossier et proposent de restaurer la tour Klotz à l'identique. Depuis la reconstruction du dôme de l'église Saint-Georges de Sélestat en 1946-1947, le regard sur l'architecture du XIX^e siècle a changé : celle-ci fait désormais partie intégrante du patrimoine que le service des monuments historiques entend protéger. Les Strasbourgeois se sont attachés à la tour. En outre, la Charte de Venise de 1964 recommande de conserver les différents apports successifs d'un monument¹⁰⁸. La tour Klotz est dorénavant considérée comme une strate historiquement valable de la Cathédrale. Revenant sur son premier avis, la commission des monuments historiques approuve sa restauration à l'identique qui est achevée en 1992¹⁰⁹.

108. ICOMOS, *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monument et des sites* (= *Charte de Venise 1964*), article 11.

109. Le cas de la restauration de la tour Klotz est désormais bien connu. Voir : Françoise BERCÉ, *Des monuments historiques au patrimoine du XVIII^e siècle à nos jours ou « Les égarements du cœur et de l'esprit »*, Paris, Flammarion, 2000, p. 122-124, Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale*, *op. cit.*, vol. 2, p. 900-903, Simon PIÉCHAUD, « La tour de croisée de la cathédrale de Strasbourg, Monument, doctrine et appropriation », in Anne MISTLER (dir.), *op. cit.*, p. 165-174.

Conclusion

Près d'un demi-siècle après la Libération, la restauration de la tour Klotz marque la fin de la reconstruction des monuments historiques endommagés par la guerre en Alsace, même s'il est vrai que la plupart des chantiers de restauration définitive se sont déroulés pendant les années 1950-1960, et dans une moindre mesure, dans la première moitié des années 1970. Les premières années de cette longue période de reconstruction ont permis de sauvegarder l'aspect traditionnel des villes et villages pittoresques d'Alsace. Les touristes (et les Alsaciens) qui visitent aujourd'hui Ammerschwihr ou certaines rues du Vieux Strasbourg, sont sans doute bien peu nombreux à être capables de distinguer les édifices authentiquement anciens des bâtiments reconstruits.

La reconstruction a aussi été l'occasion de rendre à la plupart des monuments endommagés leur beauté. Le rôle de l'architecte en chef des monuments historiques Bertrand Monnet a été prépondérant. On lui doit encore l'aspect actuel d'un grand nombre de monuments de la région. Certains de ses choix de restauration peuvent nous paraître très discutables. Architecte de son temps, comme l'avaient été Viollet-le-Duc ou Gustave Klotz avant lui, Monnet rejetait le « pastiche » et « dérestauroit » de manière quasi systématique les édifices transformés au XIX^e siècle. Il n'en serait certainement pas de même aujourd'hui. Cette pratique, justifiée par des raisons essentiellement esthétiques, se doublait en Alsace d'une connotation nationale et patriotique, antigermanique, totalement dépassée de nos jours. Bien sûr, le patrimoine alsacien a connu des pertes irremplaçables, mais les architectes du service des monuments historiques ont laissé derrière eux des créations contemporaines qui figurent parmi les chefs-d'œuvre de l'architecture du XX^e siècle dans la région. Encore trop souvent méconnus, ils font désormais aussi partie de notre patrimoine.

Résumé

« Rendre à l'Alsace son beau visage » :

la reconstruction des monuments historiques après 1945

L'Alsace est très gravement touchée par les combats et les bombardements de la Seconde Guerre mondiale : parmi les sinistres recensés, on compte de nombreux monuments classés et inscrits. Après 1945, leur restauration-reconstruction incombe au service des monuments historiques. Cette administration, rajeunie et réorganisée, est dotée de nouveaux moyens d'intervention mais elle dispose de crédits très insuffisants pour accomplir ses missions et doit composer avec les services du puissant ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Dans un premier temps, elle cherche à sauver un maximum d'édifices par des travaux de déblaiement, de mise hors d'eau et de consolidation provisoire. Sa politique de sauvegarde de l'aspect traditionnel des quartiers anciens et des villages pittoresques d'Alsace connaît des réussites et des échecs. Vient ensuite le temps des travaux définitifs qui doivent rendre aux monuments leur beauté et leur solidité tout en préservant leur authenticité. Les nombreuses restaurations, dirigées par l'architecte en chef Bertrand Monnet (1910-1989), posent des problèmes multiples sur le plan administratif, économique et technique. Elles soulèvent également des questions de doctrine, d'ordre archéologique et esthétique. Elles revêtent enfin des enjeux politiques et symboliques, nationaux et locaux, qui appellent des réponses variées : la reconstruction à l'identique, la restauration d'une unité de style, la reconstruction des parties détruites dans un style contemporain ou la dérestauration des parties transformées au XIX^e siècle.

Zusammenfassung

Denkmalschutzbehörde und der Wiederaufbau im Elsass nach dem Zweiten Weltkrieg

Das Elsass hat durch die Kämpfe und Bombardierungen im Zweiten Weltkrieg stark gelitten: zu den geschädigten Gebäuden zählen auch viele die unter Denkmalschutz stehen. Nach 1945 unterliegen ihre Restaurierung und der Wiederaufbau der Denkmalschutzbehörde. Diese verjüngte und erneuerte Verwaltung erhält neue Befugnisse, jedoch verfügt sie über viel zu geringe Mittel um ihren Aufgaben gerecht zu werden und sie muss zusätzlich mit dem mächtigen Ministerium für den Wiederaufbau und Städtebau den Konsens suchen. Als erstes versucht sie eine möglich große Zahl an

Gebäuden zu retten durch Freiräumung, Schutz vor Wettereinflüssen und vorläufige Sicherung. Ihre Politik der Bewahrung des traditionellen Aussehens der alten Viertel und anschaulichen Dörfer ist nicht immer vom Erfolg gekrönt. Danach beginnt die Zeit der endgültigen Arbeiten, die den unter Denkmalschutz stehenden Gebäuden ihre Schönheit und ihre Stabilität zurück geben sollen, mit dem Ziel der Bewahrung ihrer Ursprünglichkeit. Bei diesen zahlreichen Restaurierungen, die von dem Oberarchitekten Bertrand Monnet (1910-1989) geleitet werden, entstehen zahllose verwaltungstechnische, wirtschaftliche und technische Probleme. Zusätzlich werden Fragen aufgeworfen die archäologische und ästhetische Lehren betreffen.

Summary

The Historical Monuments Service and post - World War II reconstruction in Alsace

Alsace was severely impacted by the World War II fighting and bombing, inter alia many historical monuments, whether classified or about to be. After 1945 the restoration and reconstruction operations were in the hands of the Historical Monuments Service which had been modernized, reorganised and given new means of intervention. But inadequate financing for its missions forced it to deal with the powerful Ministry of Reconstruction and Town Planning. Its first concern was to preserve as many monuments as possible by rescue-clearing, protecting from water and provisional consolidation. Its policy -preserving the traditional look of historical districts and of picturesque villages- was to bring about successes and failures. Then the time had come for unchangeable achievements which were supposed to restore beauty and solidity, whilst preserving their authenticity. The many restoration operations carried out by Chief Architect Bertrand Monnet (1910-1989) entailed numerous administrative, economic and technical difficulties. They also raised theoretical questions about aesthetic and symbolic aspects. They even involved political and symbolic issues, nationally and locally, which were to be addressed in many different ways : restoring faithfully the previous aspect, preserving a unity in style, rebuilding with more contemporary options or transforming the parts that had been restored in the 19th century.